



## CHAPITRE 112

Loi modifiant la Loi créant l'Office  
d'Électricité Municipale de Cap-Chat  
et de Sainte-Anne-des-Monts

[Sanctionnée le 6 août 1965]

## CHAPTER 112

An Act to amend the Act to create the  
Municipal Electricity Bureau of Cap-  
Chat and Ste-Anne des Monts

[Assented to 6th August 1965]

Préam-  
bule.

ATTENDU que l'Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et Sainte-Anne-des-Monts a, par sa pétition, représenté :

Qu'il a été constitué en corporation par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 136, afin d'administrer le réseau de transmission et de distribution d'électricité dont les corporations de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts et du village de Cap-Chat étaient propriétaires;

Que la Commission hydroélectrique de Québec a offert d'acheter le réseau de transmission et de distribution d'électricité détenu et administré par le pétitionnaire;

Que l'offre d'achat de la Commission hydroélectrique de Québec a été accepté par les conseils des corporations municipales de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts et du village de Cap-Chat;

Qu'il y a également lieu de pourvoir à un mode de liquidation du pétitionnaire et à l'annulation de sa charte;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

WHEREAS the Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts has, by its petition, represented :

That it was incorporated by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 136, to manage the electricity transmission and distribution network owned by the corporations of the parish of Ste-Anne des Monts and the village of Cap-Chat;

That the Quebec Hydro-Electric Commission has offered to purchase the electricity transmission and distribution network held and managed by the petitioner;

That the offer to purchase of the Quebec Hydro-Electric Commission has been accepted by the councils of the municipal corporations of the parish of Ste-Anne des Monts and the village of Cap-Chat;

That it is also expedient to provide for the winding-up of the petitioner and the cancellation of its charter;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1960-61, c. 136, a. 8a, aj. **1.** La loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 136, est modifiée en insérant, après l'article 8, le suivant :

**1.** The act 9-10 Elizabeth II, chapter 136, is amended by inserting, after section 8, the following :

1960-61, c. 136, s. 8a, ad.

Vente autorisée.

« 8a. L'Office peut, aux conditions qu'il détermine, par règlement approuvé par résolutions des conseils municipaux des deux corporations, vendre à la Commission hydroélectrique de Québec le réseau de transmission et de distribution d'électricité dont il a la possession, avec la totalité ou une partie des biens meubles et immeubles qui en sont l'accessoire.

Dispositions non applicables.

L'article 16 de la Loi de la municipalisation de l'électricité (Statuts refondus, 1964, chapitre 186), l'article 1 de la Loi de la vente des services publics municipaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 185) et l'article 34 de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz (Statuts refondus, 1964, chapitre 87) ne s'appliquent pas à la vente visée à l'alinéa précédent. »

“8a. The Bureau may, on such conditions as it shall determine, by by-law approved by resolutions of the municipal councils of both corporations, sell to the Quebec Hydro-Electric Commission the electricity transmission and distribution network in its possession, together with all or part of the moveable and immovable property accessory thereto.

Sale authorized.

Section 16 of the Electricity Municipalization Act (Revised Statutes, 1964, chapter 186), section 1 of the Municipal Public Utilities Sales Act (Revised Statutes, 1964, chapter 185) and section 34 of the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87) shall not apply to the sale contemplated by the preceding paragraph.”

Provisions not to apply.

1960-61, c. 136, a. 21a, aj.

2. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 21 le suivant:

2. The said act is amended by inserting, after section 21, the following:

1960-61, c. 136, s. 21a, ad.

Répartition des biens, etc.

« 21a. L'Office peut, après avoir discontinué ses opérations, adopter un règlement décrétant la répartition de ses biens et l'abandon de sa charte; ce règlement doit être approuvé par résolutions des conseils municipaux des deux corporations et un sommaire doit en être publié dans la *Gazette officielle de Québec* au moins quinze jours avant la répartition des biens entre les deux corporations municipales.

“21a. The Bureau, when it has discontinued its operations, may pass a by-law ordering the distribution of its assets and the surrender of its charter; such by-law must be approved by resolutions of the municipal councils of the two corporations and a summary thereof shall be published in the *Quebec Official Gazette* fifteen days at least before the distribution of assets between the two municipal corporations.

Distribution of assets, etc.

Abandon de la charte.

Le secrétaire de la province peut, sous réserve de l'adoption et de l'approbation de ce règlement et de la publication prescrite dans la *Gazette officielle de Québec*, accepter l'abandon de la charte de l'Office, en ordonner l'annulation et fixer la date à compter de laquelle l'Office sera dissout, si celui-ci établit à sa satisfaction:

The Provincial Secretary, subject to the passing and approval of such by-law and the prescribed publication in the *Quebec Official Gazette*, may accept the surrender of the charter of the Bureau, direct the cancellation thereof and fix the date from and after which the Bureau shall be dissolved, if the Bureau establishes to his satisfaction:

Surrender of charter.

a) que la vente visée à l'article 8a a été complétée et que l'Office a en conséquence cessé ses opérations;

(a) that the sale contemplated by section 8a has been completed and the Bureau has consequently ceased its operations;

b) que toutes les dettes de l'Office que la Commission hydroélectrique de Québec ne s'est pas engagée à acquitter ont été payées ou qu'il a été pourvu à leur paiement;

(b) that all the debts of the Bureau which the Quebec Hydro-Electric Commission has not undertaken to pay have been paid or that provision has been made for the payment thereof;

c) que l'Office a, après le paiement des dettes, réparti les biens dont il était saisi entre les deux corporations municipales, en parts égales entre elles.

(c) that, after payment of the debts, the Bureau has apportioned in equal shares the property of which it was seized between the two municipal corporations.

Avis de  
dissolu-  
tion.

Avis de la dissolution est publié une fois par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, et l'Office cesse d'exister et sa charte est annulée à compter de la date fixée dans cet avis.

Notice of the dissolution shall be published once by the Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*, and the Bureau shall cease to exist and its charter shall be cancelled on the date fixed in such notice.

Notice of  
dissolu-  
tion.

Responsa-  
bilité soli-  
daire des  
dettes.

Les deux corporations municipales sont solidairement responsables des dettes dues par l'Office à la date de sa dissolution, sauf celles dont la Commission hydro-électrique de Québec a assumé le paiement. »

The two municipal corporations shall be jointly and severally liable for the debts due by the Bureau on the date of its dissolution, except those which the Quebec Hydro-Electric Commission has undertaken to pay."

Liability  
for debts.

Frais.

**3.** Les frais encourus pour l'adoption de la présente loi seront payés par l'Office.

**3.** The costs incurred for the passing of this act shall be paid by the Bureau.

Costs.

Entrée en  
vigueur.

**4.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**4.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.